



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mme Aurélie GARAUD

DCOM/SIM

Téléphone : 01.64.50.17.16

aurelia.garaud@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mme Karelle CHRETIEN-HURARD

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.54.64

karelle.chretien-hurard@cea.fr

**FOURNITURE D'UN SERVICE QUOTIDIEN
DE VEILLE SUR LA PRESSE ECRITE, WEB
ET AUDIOVISUELLE**

Référence projet de marché n° **B25-05525-KCH**

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Madame Marie-Ange FOLACCI, en qualité de Directrice de la Communication,

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

Ou si groupement

- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de
- La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx,

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	3
ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION.....	3
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	5
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	6
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	6
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	6
ARTICLE 8 - QUALITE	7
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES	7
ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION	8
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS	9
ARTICLE 12 - REUNIONS	10
ARTICLE 13 - RECEPTIONS	11
ARTICLE 14 - MONTANT.....	11
ARTICLE 15 - REVISION	12
ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION	13
ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT	15
ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE	15
ARTICLE 19 - PENALITES.....	15
ARTICLE 20 - RESILIATION	16
ANNEXE 1 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)	17
ANNEXE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	18

**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un service de veille sur la presse écrite, web et audiovisuelle.

1.2 Unité bénéficiaire

La prestation est effectuée pour le compte de la Direction de la Communication du CEA (DCom), Service Information et Médias (SIM).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- le dossier de consultation du CEA référencé B25-05525-KCH, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - les Spécifications Techniques constituées du cahier des charges référencé DCOM/177 du 06/01/2026,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée..... (à compléter par le soumissionnaire).

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE DE LA PRESTATION

Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :

3.1 Partie forfaitaire

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- Tranche ferme portant sur l'exécution des prestations forfaitaires pour la période du 01/04/2026 au 31/03/2029.
- Des options suivante(s) :

- Option n° 1 : prolongation de la durée du marché pour une durée d'un an, soit pour la période du 01/04/2029 au 31/03/2030.
- Option n° 2 : prolongation de la durée du marché pour une durée d'un an à l'issue de l'option 1, soit pour la période du 01/04/2030 au 31/03/2031.

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Option 1 et 2 : pourra être levée par le CEA, par courrier, dans un délai de 2 mois avant l'échéance du marché.

3.2 Partie estimative

Les prestations de la partie estimative se déclinent comme suit :

3.2.1 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire pourra être amené à réaliser les unités d'œuvre suivantes :

N°	Intitulé - Unité d'œuvre
1	Veille spécifique en cas de crise sur tout ou partie du corpus habituel (24 h)
2	Veille spécifique en cas de crise sur un corpus élargi (24 h)
3	Réalisation d'un panorama thématique
4	Réalisation d'un script (retranscription) d'un sujet audiovisuel (unité de compte : 1 feuillet de 1500 signes max espaces compris)
5	Réalisation d'une analyse de presse (unité de compte : 1 feuillet de 1500 signes max espaces compris)

Ces prestations seront rémunérées sur la base des bordereaux de prix unitaires (BPU) mentionnés à l'article « Montant » du marché. Le Titulaire ne pourra exécuter ces prestations qu'après avoir reçu une demande du CEA formalisée par ordre de service (OS) dont le modèle figure en en annexe.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- l'objet des BPU sont de même nature en termes de spécifications techniques que celles définies dans le marché initial et/ou s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations,
- le chiffrage des BPU complémentaires est établi sur la base des montants en vigueur et définis contractuellement ou du montant d'une prestation sur devis préalable générée dans le cadre de l'exécution du marché (FDMDP) et ayant un objet similaire,
- à titre exceptionnel, le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

3.2.2 Frais de droits de copies

Les frais de droits de copies sont exclus des prestations forfaitaires et sur bordereaux et seront rémunérés selon les dispositions de l'article « Montant ».

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 Obligation de résultat

La prestation, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, sera en tout point conforme aux exigences définies dans les Spécifications Techniques et est assortie d'une obligation de résultat.

Il appartient au Titulaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires et de demander aux interlocuteurs du CEA toutes les informations requises pour satisfaire à l'obligation de résultat.

4.1.2 Obligation de conseil

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Connaissance de l'environnement

Le Titulaire déclare :

- avoir pris connaissance de l'ensemble des documents visés à l'article 2 du présent marché et pièces associées et bien connaître l'ensemble des contraintes fixées par ces documents,

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables et avoir relevé sur place ou demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour exécuter les prestations dans les délais requis.

Le Titulaire est réputé avoir eu toute possibilité d'apprécier exactement l'étendue et la teneur des prestations ; il ne pourra par la suite se prévaloir d'aucune omission, insuffisance de description ou de données et d'informations pour refuser d'intégrer dans sa mission des prestations nécessaires à son plein et bon accomplissement.

Il devra notamment de sa propre initiative, en relation avec le CEA, prendre tous les contacts nécessaires à la bonne exécution des prestations avec les tiers contractants du CEA et d'une manière générale avec les tiers intéressés par les prestations dont il a la charge. Il devra également, dans ce même objectif, et en tant que de besoin, solliciter le CEA le plus tôt possible afin d'obtenir les contacts utiles et nécessaires à la pleine et bonne exécution des prestations.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix ou justifier un retard par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités du lieu.

4.3 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

4.4 Obligations des parties concernant le traitement des données à caractère personnel

Les clauses, objet de l'annexe intitulée « obligations relatives au traitement de données à caractère personnel » définissent les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire est invité, dans la mesure du possible, à privilégier des outils, supports et cycles de vie des produits, modes de transports respectueux de l'environnement et faiblement émetteur en CO₂.

Pour le suivi des prestations, le Titulaire utilisera, sauf nécessité dûment justifiée, les échanges par voie dématérialisée (courriel, vidéoconférence...).

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Moyens mis en œuvre par le Titulaire

Le Titulaire prend en charge l'ensemble des consommables ayant trait à l'exécution des prestations même lorsque cette exécution s'effectue dans les locaux du CEA.

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel nécessaire à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité et selon les modalités de l'article 19 des CGA.

7.2 Droits de copie

Le Titulaire s'engage à être en règle vis-à-vis de la loi sur les droits de copie, et en particulier vis-à-vis du Centre Français de la Copie. A défaut, le CEA se réserve le droit de se retourner contre le Titulaire pour le paiement de tous les frais engendrés par ce type de manquement.

7.3 Moyens mis à disposition par le CEA

Les conditions de mise à disposition par le CEA de moyens sont définies à l'article 19 des CGA.

7.4 Jours programmés de fermeture du CEA/Saclay

Pour l'année 2026, les jours fériés et les jours programmés de fermeture décrétés par le CEA sont les suivants :

- vendredi 15 mai,
- lundi 13 juillet,
- lundi 10 août au vendredi 14 août,
- lundi 28 décembre au jeudi 31 décembre.

Les jours de fermeture pour les années suivantes seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives à la norme ISO 9001 (dernière version en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES

9.1 Livrables à remettre

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables mentionnés dans les Spécifications Techniques.

9.2 Validation et support des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 1 jour ouvré à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 1 jour ouvré. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.3 Format des documents

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables validés seront remis au CEA sous format numérique (format .pdf et format natif) et en langue française.

9.4 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la cause.

ARTICLE 10 - DELAIS D'EXECUTION

10.1.1 Prestations forfaitaires

Le Titulaire s'engage à respecter les délais de remise des livrables et d'exécution des prestations mentionnés dans les Spécifications Techniques.

<i>Prestations forfaitaires</i>	
Livrables	Heure/Date de remise
Veille sur les articles et sujets citant le CEA	Du lundi au dimanche Dans un délai maximum de 1 heure suivant la publication de l'article ou du sujet
Veille sur les articles et sujets d'intérêt du CEA	Du lundi au dimanche Avant 7h30
1 ^{er} version du panorama quotidien	Du lundi au vendredi (jours ouvrés CEA) Avant 7h30
2 ^{ème} version du panorama quotidien – après commentaires CEA + Diffusion aux destinataires	Du lundi au vendredi (jours ouvrés CEA) Avant 8h00
Veille quotidienne	Du lundi au dimanche à 15 heures
Synthèse hebdomadaire	Tous les jeudis à 11 heures
Synthèse annuelle	Le 1 ^{er} jour ouvré du mois de janvier de l'année suivante
Mise à disposition d'articles et sujets sur demande du CEA	Du lundi au dimanche y compris les jours fériés Dans un délai de 1 heure à compter de la date et de l'heure de demande du CEA

10.1.2 Prestations sur bordereaux de prix

Le Titulaire s'engage à respecter les délais mentionnés dans l'OS.

<i>Prestations sur bordereaux de prix</i>	
Livrables	Heure et/Date de remise (à compter de la date et de l'heure de demande du CEA)
Veille spécifique en cas de crise sur tout ou partie du corpus habituel (BP 1)	Dans l'heure au plus tard
Veille spécifique en cas de crise sur un corpus élargi (BP 2)	Dans les 2 heures au plus tard
Réalisation d'un panorama thématiques (BP 3)	Dans les 4 heures
Remise de script (retranscription) de sujet audiovisuel (BP 4)	Dans les 4 heures
Analyse de presse (BP 5)	Dans les 24 heures

ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Attachée de presse	Aurélia GARAUD	01.64.50.17.16	aurelia.garaud@cea.fr
- Pour le Titulaire :			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

L'interlocuteur du Titulaire, désigné ci-avant, a qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais. Une période de recouvrement d'une durée d'un (1) mois sera effectuée aux frais du Titulaire, afin de procéder aux transferts d'informations, et aux différentes modalités administratives internes au CEA. Le Titulaire s'engage à procéder au remplacement par du personnel de qualification et d'expérience jugées au moins équivalentes.

ARTICLE 12 - REUNIONS

12.1 Dispositions générales

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, en visioconférence ou en tout lieu accepté par les Parties, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord.

12.2 Réunion de démarrage

Une réunion de démarrage sera effectuée au plus tard deux semaines après la signature du marché.

12.3 Réunions de suivi

Les réunions de suivi de la prestation se tiendront à une fréquence mensuelle pendant les 6 premiers mois de la prestation et se dérouleront en présence du responsable technique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi des prestations.

12.4 Réunions de pilotage

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, les réunions de pilotage de la prestation se tiendront à une fréquence annuelle en présence d'un responsable hiérarchique du Titulaire.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- bilan de la période écoulée,
- examen des tableaux de bord, des indicateurs et des performances,

12.5 Réunions spécifiques

En fonction de l'évolution des prestations ou afin de traiter des points spécifiques pouvant être d'ordre techniques, commerciaux ou contractuels, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

12.6 Compte-rendu

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour validation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

**ARTICLE 13 - RECEPTIONS****13.1 Réception des prestations forfaitaires**

Les prestations forfaitaires du présent marché feront l'objet d'une réception prononcée (mensuellement) après acceptation sans réserve par le CEA de la prestation et de l'ensemble des livrables durant la période considérée conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

13.2 Réception des prestations sur bordereaux de prix

La réception des prestations sur bordereaux de prix sera prononcée après la réalisation satisfaisante et acceptation par le CEA des prestations et des livrables associés.

13.3 Modalités de réception

La réception s'effectuera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

En cas de non conformités ou de non-exécution de tout ou partie des prestations, le CEA se laisse la possibilité d'opérer une refaction du prix du marché. Dans cette hypothèse, le CEA notifie au Titulaire une proposition d'accepter en l'état les prestations pour un montant qu'il détermine. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour présenter ses observations ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la proposition du CEA. Si le Titulaire formule des observations, le CEA dispose d'un délai de 15 jours ouvrés pour notifier sa décision définitive.

ARTICLE 14 - MONTANT**14.1 Montant total du marché**

Le montant total des prestations (hors frais des droits de copie) est plafonné à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant ne constitue pas un engagement de dépense pour le CEA. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

14.2 Montant de la partie forfaitaire

Le montant total des prestations forfaitaires (hors frais des droits de copies), objet du présent marché, est fixé à la somme forfaitaire de XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES), en cas de levée de l'ensemble des options.

Ce montant se décompose comme suit :

- au titre de la durée ferme du marché : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 4^{ème} année d'exécution (option 1) : € HT, soit un montant mensuel de € HT
- au titre de la 5^{ème} année d'exécution (option 2) : € HT, soit un montant mensuel de € HT

14.3 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées, pour toute la durée du marché (tranche ferme et options) à la somme de **XXXXXX € HT (XXXXXXXXXXXXXXXXXX EUROS HORS TAXES)**.

Ce montant est estimatif et ne saurait engager le CEA quant au volume réel des prestations à réaliser. En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué ci-dessus sans autorisation préalable et écrite (OS) du CEA et ce, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

Ces prestations seront rémunérées sur la base des forfaits unitaires et forfaitaires suivants :

N°	Intitulé - Unité d'œuvre	Prix unitaire en € HT
1	Veille spécifique en cas de crise sur tout ou partie du corpus habituel (24 h)	
2	Veille spécifique en cas de crise sur un corpus élargi (24 h)	
3	Réalisation d'un panorama thématique	
4	Réalisation d'un script (retranscription) d'un sujet audiovisuel (unité de compte : 1 feuillet de 1500 signes max espaces compris)	
5	Réalisation d'une analyse de presse (unité de compte : 1 feuillet de 1500 signes max espaces compris)	

En cas d'ajout de nouveaux BPU, selon les dispositions de l'article 3 du marché, le montant de ces BPU complémentaires est défini dans le courrier signé contradictoirement par les Parties.

14.4 Frais de droits de copie

L'intégralité des frais de droits de copie seront directement payés par le Titulaire au Centre Français de la Copie.

Les montants indiqués supra excluent les frais de droits de copie qui seront remboursés au Titulaire au coût réel trimestriellement sur présentation des factures et des justificatifs correspondants.

14.5 Les prix fixés ci-dessus comprennent l'ensemble des frais et notamment les frais de main d'œuvre du Titulaire, les frais de déplacement et d'hébergement, les frais d'établissement et de relecture, des documents nécessaires à l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'ajouter.

14.6 Caractère des prix

Les montants visés ci-dessus ont un caractère révisable et sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de **février 2026** (mois de remise de l'offre).

ARTICLE 15 - REVISION

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois d'**avril** (mois anniversaire du marché), (**soit à compter du mois d'avril 2028**).

Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times \frac{ICHT - N}{ICHT - N_0}$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

$ICHT-N_0$ = valeur de l'indice du coût horaire du travail (ICHT-N) - Services administratifs et de soutien (identifiant XXXXX), publiée au Moniteur pour le mois de XXXXX (mois de remise de l'offre),

$ICHT-N$ = dernière valeur connue de ce même indice à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

ARTICLE 16 - CONDITIONS DE FACTURATION

16.1 Echéancier de facturation des prestations forfaitaires

Le montant des prestations forfaitaires sera facturé par le Titulaire (ou le mandataire du groupement), conformément à l'échéancier suivant.

16.1.1 Tranche ferme et option de prolongation (options n°1 et n°2)

Le montant des prestations forfaitaires de la tranche ferme et des options de prolongation 1 et 2 (en cas de levée) du présent marché sera facturé mensuellement à terme échu par le Titulaire. Le montant facturé sera de 100% du forfait mensuel et les taxes correspondantes, après la réception par le CEA des prestations correspondantes.

16.2 Prestations sur bordereaux de prix

Les prestations sur bordereau de prix seront facturées mensuellement à terme échu et toutes taxes incluses, à la réception des prestations réalisées. Elles seront rémunérées selon les dispositions prévues à l'article « Montant » du présent marché.

16.3 Frais de droits de copie

Les frais de droits de copie, toutes taxes incluses, seront rémunérées selon les dispositions de l'article « Montant » du présent marché.

16.4 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire **ou le co-traitant** au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : SAC-C,
- le numéro de commande (n° 4000XXXXXX).

A rajouter en cas de GME

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

(à compléter par le soumissionnaire)

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

16.5 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme.

16.6 Régime fiscal

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement, sera assorti de la TVA.

Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

ARTICLE 17 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 18 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet remis dans des délais suffisants.

ARTICLE 19 - PENALITES**19.1 Modalités d'application et plafond**

Les pénalités applicables au présent marché et citées ci-dessous sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché (tranche ferme, options affermies et prestations hors forfait engagées).

19.2 Pénalités pour manquement aux obligations contractuelles

Au titre de la mauvaise exécution du marché, les pénalités suivantes seront appliquées au Titulaire :

Manquements aux obligations définies dans les Spécifications Techniques	Montant de la pénalité en Euros hors taxes
Retard dans la remise des livrables suivants : <ul style="list-style-type: none">• Remise du panorama• Diffusion aux destinataires• Veille en situation de crise	200 € HT par heure de retard
Ecartés liés à l'environnement	1 000 € HT par écart
Retard dans la remise des livrables suivants : <ul style="list-style-type: none">• Analyse de presse• Script de sujet audiovisuel	500 € HT par jour de retard
Indisponibilité du serveur	200 € HT par heure ouvrée d'indisponibilité



Ecartés liés à la qualité	1 000 € HT par écart
---------------------------	----------------------

ARTICLE 20 - RESILIATION**20.1 Résiliation de plein droit**

Indépendamment des conditions de résiliation prévues à l'article 39 des CGA, pour tout défaut dans l'exécution d'une prestation non régularisée dans les huit (8) jours calendaires suivant la mise en demeure, le CEA pourra résilier le marché de plein droit sans préavis et sans autre formalité. La résiliation du présent marché sera effectuée dans les conditions de l'article 39 des CGA.

20.2 Obligations du Titulaire en cas de résiliation

En cas de résiliation du présent marché, les clauses suivantes continueront à produire leurs effets :

- Article « Propriété intellectuelle »,
- Article « Confidentialité ».

Pour le CEA, le

Signature :

Pour le Titulaire, le

Signature :





**ANNEXE 1 - MODELE D'ORDRE DE SERVICE POUR LES PRESTATIONS SUR BORDEREAU DE PRIX
OU UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

ORDRE DE SERVICE N° ...					
Marché n° 4000		Titulaire :			
N° UO	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)	Délais T0* +
Montant total : € HT					
Commentaires :					
T0* étant la date de signature de l'OS					
.....					
.....					
		CEA			
NOM					
DATE					
SIGNATURE					

Les prestations sont réalisées à titre forfaitaire. Le Titulaire ne pourra engager de BPU au-delà des quantités et des montants indiqués sur l'ordre de service sans autorisation préalable et écrite du CEA, sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

**ANNEXE 2 - OBLIGATIONS DES PARTIES RELATIVES AU TRAITEMENT DES DONNEES A
CARACTERE PERSONNEL****1. Objet**

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire effectue pour le compte du CEA les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).
- La décision d'exécution (UE) 2021/915 de la Commission européenne en date du 4 juin 2021 relative aux clauses contractuelles types entre les responsables du traitement et les sous-traitants au titre de l'article 28, paragraphe 7, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil et de l'article 29, paragraphe 7, du règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil.

2. Description du traitement faisant l'objet du transfert des données à caractère personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte du CEA les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

Description des opérations réalisées sur les données ¹ : Prestation de mailing à partir d'une liste d'adresses
Finalité(s) du traitement ² : Envoi par mail de la revue de presse quotidienne du CEA
Type de données à caractère personnel traitées ³ : Adresses mails professionnelles
Catégories de personnes concernées ⁴ : Salariés CEA
Autres précisions ou interdictions ⁵ : Néant

¹ Préciser ce que le prestataire va faire avec les données. Par exemple, pour une prestation d'infogérance : intervention sur les systèmes d'information, maintenance...

² Raison pour laquelle les données sont traitées. Par exemple, infogérance, réservation de voyages, gestion des inscriptions à une conférence, organisation et suivi des élections professionnelles ...

³ Les types de données sont principalement : Etat civil, Vie personnelle, Vie professionnelle, Informations économiques et financières, Données de connexion, N° de sécu, Données biométriques, Données génétiques, Difficultés sociales, Données de santé...

⁴ Les catégories de personnes sont principalement : Salariés CEA, Salariés d'entreprises extérieures sur site CEA / intérimaires, Stagiaires, Clients, Fournisseurs, Visiteurs, Sujets de recherche, Grand public...

⁵ Préciser, par exemple, si les données ne sont accessibles que sur site CEA.

3. Obligations du Titulaire vis-à-vis du CEA

3.1. Le Titulaire s'engage à :

- a. Traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/ont l'objet de la prestation ;
- b. Traiter les données **conformément aux instructions documentées** du CEA. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le CEA. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le CEA de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- c. **Garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
- d. Veiller à ce que **les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- e. Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut** ;
- f. Aider le CEA à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu de la nature du traitement et des informations dont dispose le Titulaire :
 - L'obligation de procéder à une évaluation de l'incidence des opérations de traitement envisagées sur la protection des données à caractère personnel (« analyse d'impact relative à la protection des données ») lorsqu'un type de traitement est susceptible de présenter un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques ;
 - L'obligation de consulter l'autorité de contrôle compétente/les autorités de contrôle compétentes préalablement au traitement lorsqu'une analyse d'impact relative à la protection des données indique que le traitement présenterait un risque élevé si le CEA ne prenait pas de mesures pour atténuer le risque ;
 - L'obligation de veiller à ce que les données à caractère personnel soient exactes et à jour, en informant sans délai le CEA si le Titulaire apprend que les données à caractère personnel qu'il traite sont inexactes ou sont devenues obsolètes ;
 - Les obligations prévues à l'article 32 du règlement européen sur la protection des données.

3.2. **Données sensibles**

Si le traitement porte sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), le Titulaire applique des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

3.3. **Sous-traitance ultérieure**



Le Titulaire dispose de l'autorisation générale du CEA pour ce qui est du recrutement de sous-traitants ultérieurs sur la base d'une liste convenue (**à fournir par le prestataire ; cf. modèle en fin de clause***), et pour les activités suivantes : (**lister les activités autorisées**).

Le Titulaire informe spécifiquement par écrit le CEA de tout projet de modification de cette liste par l'ajout ou le remplacement de sous-traitants ultérieurs au moins (préciser la durée) à l'avance, donnant ainsi au CEA suffisamment de temps pour pouvoir s'opposer à ces changements avant le recrutement du ou des sous-traitants ultérieurs concernés. Le Titulaire fournit au CEA les informations nécessaires pour lui permettre d'exercer son droit d'opposition.

Lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA), il le fait au moyen d'un contrat qui impose au sous-traitant ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu des présentes clauses. Le Titulaire veille à ce que le sous-traitant ultérieur respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu des présentes clauses et du règlement européen sur la protection des données.

À la demande du CEA, le Titulaire lui fournit une copie de ce contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de toute modification qui y est apportée ultérieurement. Dans la mesure nécessaire à la protection des secrets d'affaires ou d'autres informations confidentielles, y compris les données à caractère personnel, le Titulaire peut expurger le texte du contrat avant d'en diffuser une copie.

Le Titulaire demeure pleinement responsable, à l'égard du CEA, de l'exécution des obligations du sous-traitant ultérieur conformément au contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur. Le Titulaire informe le CEA de tout manquement du sous-traitant ultérieur à ses obligations contractuelles. Le Titulaire convient avec le sous-traitant ultérieur d'une clause du tiers bénéficiaire selon laquelle - dans le cas où le Titulaire a matériellement disparu, a cessé d'exister en droit ou est devenu insolvable - le CEA a le droit de résilier le contrat conclu avec le sous-traitant ultérieur et de donner instruction au sous-traitant ultérieur d'effacer ou de renvoyer les données à caractère personnel.

* Liste des sous-traitants ultérieurs (**à fournir par le prestataire**) :

Le CEA a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivants :		
Sous-traitant 1		
Nom :	.....
Adresse :	..... ..... .....
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		
.....		
.....		
.....		
.....		
.....		
Sous-traitant 2		
Nom :	.....
Adresse :	..... .....



	
Contact	Nom :	.....
	Fonction :	.....
	Coordonnées :	.....
Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) :		
.....		
.....		
.....		
.....		
.....		

3.4. **Transferts internationaux**

Tout transfert de données vers un pays tiers ou une organisation internationale par le Titulaire n'est effectué que sur la base d'instructions documentées du CEA ou afin de satisfaire à une exigence spécifique du droit de l'Union ou du droit de l'État membre à laquelle le sous-traitant est soumis et s'effectue conformément au chapitre V du règlement européen sur la protection des données.

Le CEA convient que lorsque le Titulaire recrute un sous-traitant ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques (pour le compte du CEA) et que ces activités de traitement impliquent un transfert de données à caractère personnel au sens du chapitre V du règlement européen sur la protection des données, le Titulaire et le sous-traitant ultérieur peuvent garantir le respect du chapitre V du règlement européen sur la protection des données en utilisant les clauses contractuelles types adoptées par la Commission sur la base de l'article 46, paragraphe 2, du règlement (UE) 2016/679 le 4 juin 2021 dans une décision d'exécution (UE) 2021/914, pour autant que les conditions d'utilisation de ces clauses contractuelles types soient remplies.

3.5. **Droit d'information des personnes concernées**

Le Titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec le CEA avant la collecte de données.

3.6. **Exercice des droits des personnes**

Dans la mesure du possible, le Titulaire doit aider le CEA à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le Titulaire doit répondre, au nom et pour le compte du CEA et dans les délais prévus par le règlement européen sur la protection des données aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits, s'agissant des données faisant l'objet de la prestation prévue par le présent marché.

3.7. **Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au CEA toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance en adressant un email avec accusé de réception à : dpd@cea.fr. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au CEA, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

3.7.1. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le CEA*

En cas de violation de données à caractère personnel en rapport avec des données traitées par le CEA, le Titulaire prête assistance au CEA :

- Aux fins de la notification de la violation de données à caractère personnel à l'autorité de contrôle compétente/aux autorités de contrôle compétentes, dans les meilleurs délais après que le CEA en a eu connaissance, le cas échéant (sauf si la violation de données à caractère personnel est peu susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques);
- Aux fins de l'obtention des informations suivantes qui, conformément à l'article 33, paragraphe 3, du règlement européen sur la protection des données, doivent figurer dans la notification du CEA, et inclure, au moins :
 - La nature des données à caractère personnel, y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
 - Les conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
 - Les mesures prises ou les mesures que le CEA propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

- Aux fins de la satisfaction, conformément à l'article 34 du règlement européen sur la protection des données, de l'obligation de communiquer dans les meilleurs délais la violation de données à caractère personnel à la personne concernée, lorsque la violation de données à caractère personnel est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés des personnes physiques.

3.7.2. *Violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire*

En cas de violation de données en rapport avec des données traitées par le Titulaire, la notification faite au CEA contient au moins :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Ses conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Lorsque, et dans la mesure où, il n'est pas possible de fournir toutes les informations en même temps, la notification initiale contient les informations disponibles à ce moment-là et, à mesure qu'elles deviennent disponibles, des informations supplémentaires sont communiquées par la suite dans les meilleurs délais.

3.8. **Mesures de sécurité**

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

Pseudonymisation des données à caractère personnel (si applicable)	Néant
Chiffrement des données à caractère personnel	Néant
Moyens permettant de garantir la confidentialité et l'intégrité des données	(A compléter par le Titulaire ⁶)
Moyens permettant de rétablir la disponibilité des données et leur accès dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique	(A compléter par le Titulaire ⁷)
Procédure visant à tester, analyser, évaluer l'efficacité des mesures de sécurité	(A compléter par le Titulaire)

3.9. **Sort des données**

Au terme du marché, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel au CEA sauf instruction différente reçue du CEA. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

3.10. **Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique au CEA **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données**, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

3.11. **Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du CEA comprenant les éléments imposés par le règlement européen sur la protection des données.

3.12. **Documentation**

⁶ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Accès aux locaux contrôlés (alarmes anti-intrusion, détecteurs de fumée, contrôle d'accès dédié à la salle informatique, règles d'accès des visiteurs)
- Accès aux données limitées aux seules personnes habilitées, accès par identifiant / mot de passe régulièrement modifié (<https://www.cnil.fr/fr/authentification-par-mot-de-passe-les-mesures-de-securite-elementaires>)
- Protection du réseau interne (gestion des connexions wi-fi, VPN si accès à distance, limitation des flux réseaux)
- Postes de travail sécurisés avec verrouillage automatique des sessions, pare-feu, antivirus,
- Journalisation des données

⁷ Guide de la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/un-nouveau-guide-de-la-securite-des-donnees-personnelles>

Vérifier a minima :

- Stockage sur réseau
- Sauvegardes régulières dans un endroit distinct
- Plan de reprise des données en cas d'incident



Le Titulaire met à la disposition du CEA **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le CEA ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

4. **Obligations du CEA vis-à-vis du Titulaire**

Le CEA s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées au II des présentes clauses ;
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire ;
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire ;
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.